

Réponse de EDF à la Consultation ARCEP sur Régulation des marchés du haut et très haut débit fixes : projet d'évolution de la régulation pour le cycle 2024-2028 (20 février 2023)**CONSULTATION PUBLIQUE du 20 février 2023 au 3 avril 2023****1. Description des besoins de liaisons opérées de EDF**

EDF utilise des lignes opérées pour l'exploitation :

- des sites de production nucléaire, hydraulique, et thermiques,
- des sites de productions (thermiques, hydrauliques, EnR) et des installations des réseaux électrique de transport et de distribution sur les Zones Non Interconnectées : Corse, DROM, Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Saint-Pierre-et-Miquelon, Iles du Ponants.

Ces services sont indispensables dans le cadre de l'exploitation et de la conduite des ouvrages, ils concourent à la sûreté et à la sécurité des installations, des personnels et des populations.

Ainsi sont transportées sur ces liaisons, par exemple :

- Des données de mesures,
- Des télécommandes pour les équipements commandables à distance,
- Des informations nécessaires aux Plans Particuliers d'Intervention (PPI) établis avec les préfetures : Plan Alerte aux Autorités, et Plan Alerte aux Populations.
- Des informations nécessaires à la sûreté des installations dans le cadre de la Loi de Programmation Militaire et de la gestion des Sites d'Importance Vitale

Enedis filiale du Groupe EDF, est responsable de la distribution électrique sur 95% du territoire utilise près de 100 000 lignes (RTC, SDSL, LLA) reposant sur la boucle locale cuivre, pour des usages critiques concernant le pilotage en temps-réel du réseau. Un programme de résorption des lignes RTC et LLA avait déjà été lancé pour s'adapter au plan de fin du RTC annoncé par Orange.

2. Rappel

Dans le contexte d'arrêt du cuivre, EDF SA et Enedis rappellent que les services utilisés sont indispensables pour assurer la sûreté de fonctionnement et l'exploitation de leurs installations.

Les propositions d'Enedis déjà formulées sont les suivantes :

- Aligner le calendrier de fin des LLA sur le calendrier de fin du Cuivre,
- Ne permettre la fermeture du service LLA que s'il existe une offre fibre à cout raisonnable ou si les extrémités du lien sont couvertes en 5G,
- Conditionner la fermeture de la BLC (Boucle Locale Cuivre) à la présence d'offres entreprise à coûts comparables (a minima, s'assurer de la présence d'offres FTTE améliorées),
- La fin de la BLC représente un coût conséquent pour Enedis même si les propositions ci-dessus sont retenues (déploiement de solutions de résilience pour nos Organes de manœuvre, fibrage sur l'empreinte privée de nos sites, coûts projets, ...).

Pour EDF SA, les propositions sont les suivantes :

- Calendrier de fermeture du cuivre :
 - Ne pas permettre la fermeture des services LLA, BES2, RTC, Adsl sur une zone tant qu'il n'existe pas une offre de remplacement avec des niveaux de service équivalent (GTR 4H) et à cout comparable,

- Aligner le calendrier de fin des LLA et des BES 2 Cu sur le calendrier de fin du Cuivre (pour pouvoir migrer sur des offres pérennes et disposer d'une période d'amortissement de ces produits suffisante),
- Visibilité :
 - Donner de la visibilité aux acteurs industriels sur les dates d'arrivée de la Fibre Optique sur chaque zone géographique, voire adresse de site, de manière à ce qu'ils puissent anticiper, organiser, lisser les charges (prévenance 4 ans minimum étalé sur les ressources),
 - Disposer d'un délai de prévenance de 3 ans minimum avant fermeture technique d'un service sur une zone (pour disposer du temps suffisant de migration),
- Une compensation sur les coûts d'accès supplémentaires imposés :
 - Plusieurs dizaines de millions d'euros seraient nécessaires pour déployer des solutions fibres FTTO (car la FTTH ne dispose pas de GTR 4h) dans les endroits isolés (coûts que les opérateurs ne veulent pas prendre en charge),
 - EDF recherche pour certains cas d'utilisation des solutions alternatives aux solutions FO (cellulaires, organisationnelles), cela demande du temps et ne sera pas possible pour tous les cas.
- Qualité de service : Nécessité qu'ORANGE maintienne son réseau cuivre avec le même niveau de service,
- Contact technique : disposer d'un contact technique Arcep pour échanger sur des problématiques précises (et comprendre la réglementation) lors des discussions à venir avec les opérateurs.

3. Réponse à la présente consultation

En complément de la présente analyse, EDF réaffirme ses analyses 2022 et complète avec des remarques sur la consultation 2023.

EDF souhaite obtenir de l'ARCEP une réponse à ses interrogations sur la présente consultation 2023.

3.1. Règle de substitution

Dans son analyse de marché, l'ARCEP fournit quelques principes généraux. EDF confirme son besoin d'avoir des offres substitutions de même qualité (GTR & coûts). Bien que quelques éléments de substituabilité soient donnés, l'ARCEP ne précise pas précisément et totalement les offres substituables dans le marché de détail.

EDF s'interroge sur la manière que pourrait apporter l'ARCEP pour aider les industriels à les éclairer sur les offres de détails et de gros afin qu'ils puissent correctement travailler avec les OC.

- Quelles sont les offres substituables et les offres non-substituables aux offres cuivre ?
- Dans le cadre du plan de fermeture cuivre et pour avoir une offre similaire au cuivre dans les zones non dense, EDF souhaite savoir si l'offre FTTO est à la charge du client ?
- Y aura-t-il un cadre défini sur les responsabilités des parties prenantes (entre les OI, OC et EDF) ?
- Qu'en est-il de la GTR 4h si une offre de substitution sur mobile est proposée ? Si cette solution est envisagée, quelles sont ces zones ? Quelles sont les technologies de substitution proposées dans ces cas ?
- Les technologies des offres de substitution à périmètre équivalent sont-elles uniquement proposées en fibre (FTTH ou FTTO) ou est-ce que l'opérateur prévoit de couvrir certaines zones avec du haut débit en 4G/5G ou autre ?
- Pour les communes qui n'ont pas d'offres de substitution, est-ce que ces communes ne pourraient pas être intégrées dans les derniers lots de fermeture de boucle cuivre ?

3.2. Analyse de l'Autorité

Pour rappel, les installations de production hydraulique sont très réparties sur le territoire sur plusieurs centaines de sites, très souvent éloignés des zones d'habitation. Les besoins se caractérisent par un haut niveau de disponibilité, avec des Garantie de Temps de Rétablissement de quelques heures. Les besoins de débits élevés sont limités à seulement quelques sites, et la plupart des sites ne nécessitent que de faibles débits en dessous de 2Mb/s. En plus des liaisons opérées par des opérateurs télécoms publics, les sites hydrauliques peuvent disposer de moyens de communication complémentaires assurant une redondance en cas d'indisponibilité des moyens de communication opérés principaux, ou en cas de crise : communication par satellite et par radio (FH, GSM...).

Les liaisons opérées de ces sites sont en très grande majorité sur support Cuivre, et très peu de sites bénéficient de support Fibre. Sur la grande majorité de ces sites, les installations sont télécommandées à distance et EDF ne dispose pas de personnels d'exploitation en permanence, et ceux-ci sont concentrés sur des bases régionales qui peuvent être distantes en moyenne de 1 à 2 heures de route.

Ces liaisons sont indispensables pour assurer l'exploitation et la sûreté de fonctionnement des installations ainsi que d'alerte de la population en cas de lâcher d'eau par exemple.

Dans son analyse, L'ARCEP réaffirme les objectifs de couverture dans le cadre du plan France Très Haut Débit, qui vise la généralisation de la fibre optique à l'horizon 2025 et constate qu'au quatrième trimestre 2021, plus de 14 millions de clients, répartis sur tout le territoire national, dépendent encore du réseau de cuivre d'Orange, ce qui représente plus de 40 % du marché de détail de l'internet haut et très haut débit. L'ARCEP ne donne pas de visibilité si l'objectif sera tenu à l'horizon 2025.

- L'ARCEP devrait communiquer un indice de confiance sur l'atteinte de l'objectif du PFTHD et sur les zones qui ne pourront être couvertes à cette date ou très tardivement.

Dans son analyse, l'ARCEP évoque la possibilité d'une levée de la régulation sur le marché de fourniture en gros d'accès local en position déterminée qui pourrait conduire Orange à augmenter significativement le tarif du dégroupage, ou à laisser se dégrader la qualité de service des accès cuivre des opérateurs commerciaux tiers, en particulier dans les zones où la fibre n'est pas encore déployée

- EDF est tout à fait opposé à cette levée de la régulation et ses conséquences potentielles. En effet, elle subirait la triple peine de voir le tarif augmenter sans avoir de solution alternative tout en constatant une dégradation de la qualité de service.

3.3. Accompagnement de la fermeture de la boucle locale cuivre

L'empreinte de certaines installations EDF peut couvrir plusieurs communes. La solution technique doit donc être traitée dans sa globalité.

- EDF aimerait être consulté sur le choix des communes par lot (que ce soit pour la phase expérimentale ou pour la phase industrialisation).
- La concertation sur le choix des communes des lots se fait entre les opérateurs commerciaux et les élus locaux. EDF souhaiterait que l'OC et/ou la commune puisse porter d'éventuels problèmes de migration d'EDF, afin de suspendre la fermeture technique cuivre. Comment procéder pour EDF puisse être consulté ?
- EDF demande à maintenir le réseau cuivre si l'OI est en incapacité de déployer de la fibre optique au risque de se retrouver contraint d'arrêter la production des ouvrages concernés n'ayant plus la possibilité de l'exploiter.

EDF demande que les offres d'accès à destination spécifique de la clientèle entreprises, sont traitées différemment dans le plan de fermeture des boucles locales, particulièrement dans les zones peu denses et peu fibrées, et où la sûreté des installations est en jeu pour garantir la sécurité des biens et des personnes.

EDF s'interroge sur la pertinence de la maille géographique de fermeture par zone proposée dans certaines de ses empreintes. Par exemple, pour la fermeture de la boucle locale si la liaison LLA (Liaison Louée Analogique) arrive dans une autre commune ? (et qui n'est pas migrée sur une autre offre) ; ou quels seraient les moyens de de l'ARCEP pour agir vis-à-vis d'une OI si l'OC ne propose pas d'offre FTTH pour une création ? (alors que le cuivre est disponible).

- **Réponse à la question 6 :**

- EDF souhaite s'assurer que ses usines/installations sont ouvertes aux services fibres optiques (FTTO & FTTE) avant la dépose cuivre de la commune.

EDF aimerait avoir des précisions sur les modalités de fermeture commerciale.

- Est-ce que ce délai de 36 mois peut reporter l'arrêt de la boucle cuivre sur la même zone ?

- **Réponse à la question 7 :**

- EDF demande que les offres FTTO & FTTE soient disponibles pour accepter de baisser ce délai.

- Concernant la fermeture commerciale rapide à l'adresse, pour des raisons de résilience, EDF demande que les offres de l'ensemble des opérateurs soient disponibles pour l'adresse avec double PTO sur FTTH.
- Pour les offres LLA, si la fermeture technique d'une zone est actée alors que l'autre extrémité de la ligne n'est pas éligible, que fait-on si l'on ne nous propose pas le même opérateur à chaque extrémité de ligne ?

EDF souhaite avoir quelques précisions sur les modalités de fermeture technique :

- Si l'offre commerciale se termine au 31/01/2026, est-ce que cette règle des 12 mois n'est pas contradictoire par rapport à la fermeture des boucles cuivre par lot ? Ou sinon cette règle est-elle appliquée par lot de fermeture des boucles cuivre ?
- Qui valide le plan de fermeture des boucles cuivre par lot ? Comment et quand sont regardés les critères de fermeture de boucle cuivre et qui valide ? Est-ce qu'EDF sera mise au courant de l'ensemble du processus ?
- Est-ce que l'opérateur a l'obligation d'informer par accès et quels sont les modalités ? Exemple : envoyer un courrier de résiliation avec accusé de réception à l'adresse.

Concernant le délai de prévenance pour la fermeture technique par zone, nous comprenons que :

- le délai de prévenance de 36 mois est entre l'annonce de fermeture et la fin technique réelle de la boucle cuivre.
 - le délai de prévenance de 18 mois est entre l'annonce de fermeture et l'arrêt commercial. Si les conditions sont remplies, l'arrêt fin technique est à 12 mois post arrêt commercial soit 30 mois au total.
- Devons-nous comprendre que les offres commerciales peuvent continuer sur certaines zones au-delà du 31/01/2026 ?

- **Réponse à la question 8 :**

- La fermeture du réseau cuivre à l'adresse, pour les besoins EDF, doit être conditionnée à la possibilité de double PTO sur FTTH. EDF a compris que la fermeture technique à l'adresse

concerne uniquement les particuliers. EDF rappelle qu'il met à disposition des offres professionnelles chez les agents d'astreinte, d'où la nécessité d'une double PTO sur FTTH.

Concernant les critères relatifs à l'infrastructure FttH de substitution disponible, EDF comprend qu'il y a 2 conditions pour valider la fermeture du réseau cuivre : un cadre symétrique atteint et une offre commerciale disponible.

- EDF souhaite ajouter comme exigence que nous devons disposer d'une offre FTTE et FTTO aux conditions similaires aux offres cuivre (même prix, même garanti de service) pour accorder le GO de dépose.

Dans le cadre du principe de transparence et modalités de report de la fermeture, EDF comprend que si notre site n'est pas raccordable, nous avons un délai maximum de 24 mois depuis l'annonce de fermeture commerciale et 12 mois par rapport à une annonce technique.

- Qui prend la responsabilité du GO de Dépose s'il n'y a pas accord entre OC et EDF ?
- Avant cette étape avec l'entreprise, est-ce que l'OC informe et attend la validation d'un régulateur pour une fermeture technique ?

De plus, EDF aimerait avoir les précisions suivantes :

- De quelle technologie parlons-nous sur les solutions techniques alternatives ?
- Quelles sont les critères d'acceptation de cette technologie ? Nous souhaitons que ces solutions aient la même contrainte que les offres FTTO, c'est-à-dire même coût et même GTR.
- Quel serait la démarche à suivre pour faire une réclamation ?

Par ailleurs, nous suggérons un délai max de 24 mois par rapport à une annonce de fermeture technique.

- Que se passe t'il pour un site avec des travaux de raccordement en cours qui dépasse la date de fin technique de la zone ?

Concernant les modalités de contrôle

- **Réponse à la question 10 :**

- En conclusion de nos réflexions, est-il possible d'amender les moyens de contrôle en mettant en visibilité les offres commerciales disponibles pour chaque adresse ? Notamment en lien avec les exigences EDF (offres minimales : un FTTO et une FTTE).
- Nous proposons de mettre une obligation à Orange de mettre en visibilité les offres disponibles pour les entreprises.

Concernant la qualité de service, EDF constate déjà sur certaines liaisons une dégradation du service.

- **Réponse à la question 18 :**

- EDF rappelle que les liaisons actuelles sont utilisées pour l'exploitation en sûreté de ses installations. La dégradation du service entraîne de facto la dégradation de la sûreté de fonctionnement. Des indicateurs sont donc nécessaires pour assurer le suivi aussi bien sur le marché de gros que celui d'entreprise. Des pénalités doivent être associés ainsi que des actions coercitives pour rétablir le service dans les délais contractuels.